

pour chaque piastre déboursée dans ces diverses branches de l'administration. Et pour faire voir la mauvaise foi de ceux qui, dans le but de soulever l'opinion publique en l'effrayant par l'exagération de leurs chiffres, émettent ces prétentions, nous n'avons qu'à leur dire de relire la littérature électorale de leur parti en 1891 et 1896, de même que les articles des organes de leur parti: toute leur prose d'alors contenait nos dires d'aujourd'hui, à savoir que les montants venant de ces chefs ne constituent aucunement une taxe.

ACCISE

Quant aux droits d'accise, nous admettons que, en thèse générale, ils constituent avec ceux de douane, cette partie du revenu fédéral qualifiée généralement "taxe".

Mais ces deux catégories de droits, par les articles de commerce qu'ils atteignent, constituent, pour le peuple, deux charges tellement distinctes qu'il nous faut en traiter séparément.

Le revenu de l'accise provient exclusivement, pouvons-nous dire, des impôts sur les liqueurs et les tabacs. Cet impôt, pour le moins, représente une taxe que nous pouvons qualifier de volontaire, par opposition à celle que représente l'impôt de douane qui, lui, porte sur des marchandises nécessaires à la vie, au confort ou au luxe du peuple. En effet, celui qui ne veut pas faire usage de liqueurs ni de tabac manufacturé ne contribue aucunement à ce revenu. Libre à chacun d'en faire usage: celui qui en use paie une taxe, mais, alors, nous ne croyons pas qu'il ait raison de s'en plaindre.

En arguant ainsi que nous le faisons, les conservateurs ne nous en voudront pas: il reconnaîtront leur théorie de 1891 et 1896, qu'ils applaudiront, sans aucun doute, avec un ensemble aussi enthousiaste qu'ils l'ont applaudi alors.

Le total des droits d'accise a été, pour la période 1886-1896, de \$80,077,590 et, pour celle 1897-1907, de \$121,441,237.

Le montant perçu en 1886 était de \$5,852,905, à un coût de perception de \$310,022; en 1896 le montant était de \$7,926,006, à un coût de \$470,870; en 1907 le montant perçu a été de \$11,805,413 à un coût de \$456,774.

CONCLUSION

L'étude de l'administration libérale, résumée dans les pages précédentes, démontre la marche rapide du progrès accompli depuis 1896.

Il nous semblerait que le Gouvernement, qui a présidé aux destinées du pays durant cette période, devrait être pour quelque chose dans les résultats constatés. Mais ses adversaires ne veulent pas y consentir.

A quelle cause attribuent-ils ces résultats?